

FINANCES PUBLIQUES Syndicats**Prélèvement à la source : pas de retenue sur la baisse des effectifs**

CE MARDI 8 JANVIER à Strasbourg, l'intersyndicale des finances publiques (Solidaires, FO, CGT, CFDT) du Bas-Rhin se mobilise contre la réduction des moyens, alors que les services fiscaux sont fortement sollicités par la mise en œuvre du prélèvement à la source (PAS). Le jour même, un comité technique local doit entériner de nouvelles coupes dans les effectifs.

Pas question de prendre les contribuables en otages : il ne s'agit pas d'une grève, alors qu'un préavis national a été déposé pour le mois de janvier en raison des difficultés liées à la mise en place du PAS. Réunis à partir de 8 h devant le Centre des impôts de l'avenue des Vosges, les agents distribueront toute la matinée des tracts aux usagers. « Il faut que les gens comprennent qu'ils n'ont aucun intérêt à ce que les effectifs des Impôts soient moins nombreux », justifie Christine Helstroffer, Secrétaire de Solidaires Finances Publiques 67.

31 suppressions de postes, quatre fermetures

« Avec l'entrée en vigueur du PAS, les agents des services fiscaux doivent faire face à un afflux de demandes des contribuables au téléphone et à l'accueil des centres des finances publiques (DNA du 4 janvier). Parallèlement les

suppressions de postes continuent », déplore la responsable syndicale. « Dans le Bas-Rhin, 31 emplois devraient disparaître cette année - 18 dans le Haut-Rhin. La réduction continue des effectifs s'ajoute à la fermeture de quatre trésoreries au 1^{er} janvier : Benfeld, Hochfelden, La Petite-Pierre et Rosheim ».

« Des agents n'ont pas pu prendre leurs congés de fin d'année, en particulier au centre Prélèvement service qui était chargé de la mensualisation, aujourd'hui en première ligne pour répondre aux demandes concernant le PAS », pointe leur porte-parole. « Tout cela s'insère dans un climat d'incertitude quant à l'avenir des agents, des missions des services fiscaux et des sites, avec la future grande loi qui prévoit la réduction de 50 000 agents dans la fonction publique d'État ».

Un plan social ?

« Le directeur général des FP dit-elle, a parlé d'un plan social. Il y a de quoi s'inquiéter. On peut imaginer un plan comme à la Poste. Le rapport Action publique 2022 évoque le recrutement de contractuels, des indemnités de départs volontaires », des dispositifs très peu utilisés à la Direction générale des finances publiques.

I. N.